

Dix éléments de réflexions du ME-IT après le 25 mars

1. La « *Déclaration de Rome* » - le début des négociations sur le « *Brexit* » avec la lettre du Premier Ministre Theresa May et les orientations proposées par le Président du Conseil européen Donald Tusk - les rapports du PE sur les potentialités des Traités, l'achèvement de l'UE M, le renforcement de la dimension sociale et la réforme du système européen - le « *Livre Blanc sur l'avenir de l'Europe* » de la Commission : tous ces textes marquent **un tournant dans le processus d'intégration européenne.**
2. Ces événements s'inscrivent dans un climat politique où **le vent souverainiste souffle avec moins de force.** Il a été ainsi lors des élections présidentielles en Autriche et ensuite aux Pays Bas mais aussi en Bulgarie et en Serbie. Les drapeaux européens sont apparus dans des meetings électoraux en France – où persistent des tendances nationalistes encore fortes – et le débat politique en Allemagne s'engage entre partis « pro-européens » qui représentent plus de 80% des électeurs.
3. Après une longue période où l'espace public européen a été presque entièrement occupé par les mouvements euro-hostiles ou eurosceptiques, **les voix de ceux qui demandent « plus d'Europe » s'élèvent, plus fortes.** Le signal le plus clair est venu de Rome où une mobilisation populaire a rassemblé plusieurs milliers de citoyens – surtout des jeunes – à l'appel des organisations fédéralistes. Cette mobilisation a opportunément réuni les citoyens rassemblés à Rome avec ceux qui ont manifesté dans d'autres capitales européennes, avec les nouveaux réseaux de la société civile comme la coalition « *Changeons de cap en l'Europe* » ou avec les militants de « *Pulse of Europe* ». La « *March for Europe* » de Londres a aussi rappelé la volonté d'une partie significative de britanniques favorables au « *Remain* » et contre le « *Brexit* ».
4. **La crise du processus d'intégration européenne vient de loin :** elle a été préparée par le Traité de Maastricht qui avait donné la priorité à la dimension monétaire et renvoyé indéfiniment l'intégration politique, tandis que le monde était en train de changer radicalement. Cette crise a été exacerbée par le refus français et néerlandais du traité-constitutionnel en 2005 et ensuite par la réforme insatisfaisante adoptée avec le Traité de Lisbonne. Ainsi l'UE n'était pas équipée pour faire face au chaos provoqué par la finance internationale, à partir des Etats-Unis, et dont les effets dévastateurs comportent des risques de désintégration persistants. La crise a créé des inégalités entre les Etats membres et au sein des Etats membres ; le taux de chômage s'est dramatiquement élevé, surtout parmi les jeunes et les femmes ; des classes sociales entières sont frappées par la pauvreté ; l'UE et ses membres sont incapables de gouverner les flux croissants de personnes qui fuient les guerres, la faim et les désastres environnementaux ; les citoyens ont l'impression que leur sécurité n'est pas garantie ; la réponse de l'UE aux ré-orientations de la nouvelle Administration américaine en matière de défense et de changement climatique est encore faible et confuse - tout comme ses relations avec d'autres puissances internationales (Russie et Chine notamment) et sa la politique envers la Méditerranée ; l'UE est silencieuse face à l'insuffisante régulation financière internationale ; sa réaction aux violations des droits fondamentaux, en Europe comme dans le monde, est insuffisante
5. Face à ces défis, **l'UE est le bouc émissaire de tous les problèmes nationaux** non résolus, des égotismes opposés et de désaccords croissants entre les gouvernements des Etats membres. D'où la tentation de chercher des solutions nationales, la contestation de règles communes, la justification de leur violation, le remplacement du dialogue par l'opposition et le conflit. Ces phénomènes existent aussi **en Italie**, où les avantages économiques et sociaux de l'intégration européenne sont sous-estimés et où insuffisamment exploités : l'accès aux marchés européens de PME, le tourisme paneuropéen, la protection contre les monopoles, l'amélioration de la qualité des produits et de la

santé, la mobilité des étudiants, des chercheurs et des travailleurs - sans oublier les politiques de cohésion régionale et les avantages de la monnaie unique.

6. La « *Déclaration de Rome* » est, de la part des vingt-sept chefs d'État et de gouvernement, un **signe fort de leur refus de la désintégration de l'UE**. Ce refus a été complété par un engagement commun contre le chômage et les inégalités - en faveur du multilatéralisme et du commerce équitable et solidaire au niveau international – pour la poursuite de la lutte contre le changement climatique – en faveur du développement de la dimension européenne de la sécurité extérieure et de la défense – pour le respect des règles communes européennes et le renforcement démocratique des institutions européennes.
7. La « *Déclaration de Rome* » doit être évaluée dans sa juste dimension et dans ses propres limites. **Un message ne suffit pas s'il n'est pas suivi par des engagements concrets** et précis sur les contenus des projets, sur la méthode et l'agenda pour les réaliser. Faute de quoi, le message risque d'être rapidement ignoré et contredit - comme cela s'est produit quelques heures après sa signature par les pays du Groupe de Visegrad et par l'Autriche.
8. Le ME-IT partage et souscrit entièrement aux déclarations du Président de la République Sergio Mattarella le 22 mars : « *la réforme des traités européens est désormais inévitable* » - et le 25 mars pour une « *phase constituante* », en sachant que « *faute de pas en avant croissants nous risquons une paralysie fatale impossible à supporter* ». Nous sommes convaincus que cette phase doit viser les élections européennes au printemps 2019, avec un PE exerçant un rôle constituant et la fin de la règle de l'unanimité. Dans cet esprit, le ME-IT choisit **le troisième scénario du « Livre Blanc » de la Commission : « those who want more do more »** et donc une Europe se développant autour de **cercles concentriques à partir de l'Eurozone** en vue de transformer l'UE en une Communauté fédérale avec un vrai gouvernement responsable devant le PE.
9. Le ME-IT est par ailleurs convaincu qu'il faut **répondre immédiatement aux besoins des citoyens à partir des traités existants** : mettre en place une véritable « *union sociale* » accompagnant une « *union de la prospérité* » - assurer le développement durable dans le cadre d'une économie fondée sur les énergies alternatives et renouvelables - transformer le « *Mécanisme européen de stabilité* » en un véritable instrument budgétaire de l'Eurozone - gouverner les flux migratoires en respectant les principes de l'accueil et de la solidarité et en renforçant l'aide aux pays en voie de développement - assurer la sécurité interne et externe de l'UE. Tous ces éléments seront à la base d'une vraie Europe politique et démocratique, fondée sur une véritable citoyenneté européenne.
10. Le ME-IT, en faisant appel aux nombreuses organisations qui ont élaboré la déclaration « *Changeons de cap à l'Europe* », envisage de contribuer à la rédaction **d'un « Pacte italien pour l'Europe »**, à soumettre au monde du travail et de l'économie, aux partis politiques et au monde de la culture et de l'université et **d'offrir cette contribution au débat du Mouvement européen international**. En même temps, le ME-IT décide de lancer une campagne de sensibilisation « **l'Europe plus proche de toi** » afin de réduire la distance entre les citoyens et l'UE et de les informer sur les avantages de la citoyenneté européenne.

Rome, le 5 avril 2017